mentionne celle des associations, comme la *Canadian Medical Association*.

M. Knowles: Combien de provinces?

M. Isabelle: Dix. Il en existera bientôt une autre, notamment le district fédéral.

Je comprends l'idée du député de Gatineau (M. Clermont), car il a dû y avoir une certaine confusion, un certain défaut de traduction ou d'interprétation. Voilà pourquoi on insiste tant, en exigeant un document, pour que soit produit le texte original...

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. L'honorable député de Shefford invoque le Règlement.

M. Rondeau: Je voudrais faire remarquer à l'honorable député qu'il lui est interdit de prêter des intentions à l'honorable député de Gatineau.

M. Isabelle: Le député de Gatineau a toujours des bonnes intentions. Voilà pourquoi, quand un texte de loi—et nous avons discuté de cela avec mon collègue, M. Clermont—semble avoir été mal traduit...

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. Je voudrais rappeler à l'honorable député qu'il doit identifier les députés par le nom de leur circonscription et adresser ses remarques à la présidence.

M. Isabelle: C'est tellement un bon ami a moi que je me laisse souvent aller à ce manquement, dont je m'excuse. Si le député de Gatineau avait été médecin, je suis sûr qu'il aurait retranché le mot «certainement» pour laisser le mot «probablement» pour les raisons que je viens de donner.

La profession médicale restera toujours un art, monsieur l'Orateur, et indépendamment de toutes les nouvelles découvertes scientifiques, il subsistera toujours un élément indéfinissable et c'est la vie. Il est presque aussi difficile de définir la vie que de dépister le cancer, même en ayant recours à toutes les méthodes scientifiques actuelles, et ce précisément parce que l'on traite du phénomène de la multiplication des cellules.

Alors, s'il est possible de trouver une solution, monsieur l'Orateur, je proposerais que l'on retranche le mot «certainement», en vue de permettre, peut-être, aux médecins d'accomplir leur travail convenablement.

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, j'assiste depuis quelques minutes à un cours de français relativement au sens que l'on va donner aux mots «certainement» ou «probablement». Je sais fort bien que si le gouvernement continue d'adopter la même attitude, on remplacera probablement le mot «probablement» par «certainement» et, lors de la prochaine élection, il sera certainement défait.

Il existe une différence, monsieur l'Orateur, entre «probablement» et «certainement».

Nous sommes évidemment toujours convaincus que nous défendons la bonne cause et nous nous étonnons de constater certaines attitudes, entre autres, celle de l'honorable député de Hull (M. Isabelle). Je comprends très bien ce qu'il a dit. Je suis d'accord avec lui lorsqu'il nous dit que la médecine est un art de probabilité, c'est-à-dire qu'on ne peut jamais affirmer de façon catégorique que telle chose va se produire ou qu'en prodiguant certains soins, on parviendra à guérir, et ce d'une façon certaine.

● (5:40 p.m.)

Nous nous opposons à l'avortement pour la même raison que vient de nous donner l'honorable député de Hull. Le médecin ne peut donc jamais dire si la vie ou la santé de la femme est en danger. C'est exactement l'argumentation qu'il nous a servie. La médecine est l'art de la probabilité. Le médecin ne peut jamais affirmer catégoriquement, au sujet d'une femme enceinte, si la grossesse nuira à la santé ou à la vie de la mère.

C'est la raison majeure pour laquelle nous discutons ce bill. Il n'est pas question de sentiment ou de politique, il est uniquement question de vie ou de mort. Il est question d'approuver ou non une loi. Nos arguments sont sérieux et fondés.

A ce propos, l'honorable député de Hull nous a donné une chance et je l'en remercie. Si nous reprenons ses propos, nous sommes obligés de reconnaître que la médecine est l'art de la probabilité. Étant donné que l'avortement relève de la médecine, on ne voit pas pourquoi, actuellement, nous légiférons sur ce sujet. C'est précisément la raison pour laquelle nous discutons tellement.

Monsieur l'Orateur, dans une lettre que l'Alliance pour la vie adressait aux députés, le 20 novembre 1968, on pouvait lire, et je cite:

Monsieur le député,

Il semble que bientôt vous serez appelés à voter des amendements au Code criminel comportant des changements radicaux aux dispositions concernant l'avortement. Quiconque étudie avec soin les changements proposés réalise en effet que ceux-ci sont majeurs, quelle que soit l'assurance qui vous est faite du contraire.